

Sur le même sujet, une liste contenant plus de deux millions de membres du Parti Communiste Chinois (PCC) vient d'être leakée sur Internet.

Une fuite importante contenant un registre avec les détails de près de deux millions de membres du PCC a eu lieu – exposant des membres qui travaillent maintenant dans le monde entier, tout en soulevant le couvercle sur la façon dont le parti fonctionne sous Xi Jinping, dit Sharri Markson.

Mme Markson a déclaré que la fuite est un registre contenant les détails des membres du Parti communiste, y compris leurs noms, leur position au sein du parti, leur date de naissance, leur numéro d'identification national et leur appartenance ethnique.

« Il s'agirait de la première fuite de ce type dans le monde », a déclaré l'animatrice de Sky News.

« Ce qui est étonnant avec cette base de données, ce n'est pas seulement qu'elle expose les personnes qui sont membres du parti communiste, et qui vivent et travaillent maintenant partout dans le monde, de l'Australie aux États-Unis en passant par le Royaume-Uni », a déclaré Mme Markson.

« Mais elle est aussi étonnante parce qu'elle permet de mieux comprendre comment le parti fonctionne sous la présidence de Xi Jinping ».

Mme Markson a déclaré que la fuite démontre que des branches du parti sont intégrées dans certaines des plus grandes entreprises du monde et même dans des agences gouvernementales.

« Des branches du parti communiste ont été créées au sein d'entreprises occidentales, permettant l'infiltration de ces entreprises par des membres du PCC – qui, s'ils sont sollicités, sont directement responsables devant le parti communiste, devant le président, le président lui-même », a-t-elle déclaré.

« Outre les données d'identification personnelle de 1,95 million de membres du parti communiste, pour la plupart originaires de Shanghai, il y a également les données de 79 000 filiales du parti communiste, dont beaucoup se trouvent à l'intérieur d'entreprises ».

Mme Markson a déclaré que la fuite est une faille de sécurité importante susceptible d'embarrasser Xi Jinping.

« Elle va également embarrasser certaines entreprises mondiales qui semblent n'avoir aucun plan en place pour protéger leur propriété intellectuelle contre le vol. De l'espionnage économique », a-t-elle déclaré.

Mme Markson a indiqué que les données ont été extraites d'un serveur de Shanghai par des dissidents chinois, des dénonciateurs, en avril 2016, qui les utilisent à des fins de contre-espionnage.

« Elles ont ensuite été divulguées à la mi-septembre au nouveau groupe international bipartite, l'Alliance interparlementaire sur la Chine – et ce groupe est composé de 150 législateurs dans le monde entier.

« Elle a ensuite été transmise à un consortium international de quatre médias, The Australian, The Sunday Mail au Royaume-Uni, De Standaard en Belgique et un éditeur suédois, pour qu'ils l'analysent au cours des deux derniers mois, et c'est ce que nous avons fait »

Selon Mme Markson, « il convient de noter qu'il n'y a aucune suggestion que ces membres aient commis des actes d'espionnage – mais la question est de savoir si l'Australie ou ces entreprises connaissaient les membres du PCC et si des mesures ont été prises pour protéger leurs données et leurs personnes ».



Major leak ‘exposes’ members and ‘lifts the lid’ on the Chinese Communist Party | Sky News Australia

A major leak containing a register with the details of nearly two million CCP members has occurred – exposing members who are now working all over the world, while also lifting the lid on how the party operates under Xi Jinping, says Sharri Markson. Ms Markson said the leak is a register with the ...

La « fuite démontre que des branches du parti sont intégrées dans certaines des plus grandes entreprises du monde et même dans des agences gouvernementales.

« Des branches du parti communiste ont été créées au sein d’entreprises occidentales, permettant l’infiltration de ces entreprises par des membres du PCC ».

Et la corruption ne se limite pas aux US:

La fuite de dossiers révèle une infiltration massive d’entreprises britanniques par le Parti communiste chinois, notamment AstraZeneca, Rolls Royce, HSBC et Jaguar Land Rover

Des membres loyaux du Parti communiste chinois travaillent dans les consulats et les universités britanniques et pour certaines des plus grandes entreprises britanniques, The Mail on Sunday peut révéler

La fuite d’une base de données de 1,95 million de membres de partis enregistrés révèle que l’influence malveillante de Pékin s’étend désormais à presque tous les secteurs de la vie britannique, y compris les entreprises de défense, les banques et les géants pharmaceutiques

Certains membres, qui jurent de « garder les secrets du Parti, être loyaux envers le Parti, travailler dur, lutter pour le communisme toute ma vie... et ne jamais trahir le Parti », sont censés avoir un emploi dans les consulats britanniques

Des membres loyaux du Parti communiste chinois travaillent dans les consulats et les universités britanniques et pour certaines des plus grandes entreprises du Royaume-Uni, comme peut le révéler The Mail on Sunday.

Une extraordinaire base de données de 1,95 million de membres du parti enregistrés, qui a fait l'objet d'une fuite, révèle comment l'influence malveillante de Pékin s'étend désormais à presque tous les secteurs de la vie britannique, y compris les entreprises de défense, les banques et les géants pharmaceutiques.

Plus alarmant encore, certains de ses membres – qui ont fait le serment solennel de « garder les secrets du Parti, d'être loyaux envers le Parti, de travailler dur, de lutter pour le communisme toute ma vie... et de ne jamais trahir le Parti » – sont censés avoir obtenu des emplois dans les consulats britanniques.

Parmi eux se trouve un haut fonctionnaire du consulat britannique à Shanghai. Son siège abrite également des agents des services de renseignement des services de sécurité britanniques.

Le fonctionnaire décrit leur rôle de soutien aux ministres et aux fonctionnaires en visite en Chine orientale.



© Xinhua News Agency / eyevine

Des membres loyaux du Parti communiste chinois travaillent dans les consulats et les universités britanniques et pour certaines des plus grandes entreprises du Royaume-Uni, comme peut le révéler The Mail on Sunday. Une extraordinaire base de données de 1,95 million de membres du parti enregistrés, qui a fait l'objet d'une fuite, révèle comment l'influence malveillante de Pékin s'étend désormais à presque tous les secteurs de la vie britannique, y compris les entreprises de défense, les banques et les géants pharmaceutiques. (Photo ci-dessus, devant, le président Xi Jinping lors d'une

session du PCC)



© Shutterstock / Elzbieta Krzysztof

La base de données a été initialement divulguée sur Telegram, l'application de messagerie instantanée cryptée, et adoptée en septembre par un dissident chinois de l'Alliance interparlementaire sur la Chine, qui regroupe plus de 150 législateurs du monde entier concernés par l'influence et les activités du gouvernement chinois. L'analyse détaillée de ces documents par le ministère de la sécurité publique révèle que les géants pharmaceutiques Pfizer et AstraZeneca – tous deux impliqués dans le développement de vaccins contre les coronavirus – employaient au total 123 fidèles du



parti © Getty Images

L'analyse a également révélé que plus de 600 membres du parti, répartis dans 19 agences, travaillaient dans les banques britanniques HSBC et Standard Chartered en 2016. Tous deux ont été critiqués pour leur réaction à la répression de Pékin à Hong Kong



Les entreprises ayant des intérêts dans l'industrie de la défense, notamment Airbus, Boeing et Rolls-Royce, emploient des centaines de membres du parti, selon l'analyse. Bien qu'il n'y ait aucune preuve que quelqu'un sur la liste des membres du parti ait espionné pour la Chine – et beaucoup s'inscrivent simplement pour améliorer leurs perspectives de carrière – les experts disent que cela défie la crédulité que certains ne soient pas impliqués dans l'espionnage. En réponse à ces conclusions, une alliance de 30 députés a déclaré hier soir qu'elle déposerait une question urgente sur le sujet aux Communes.

L'ancien chef du parti conservateur, Iain Duncan Smith, a écrit dans le Mail de dimanche dernier : « Cette enquête prouve que les membres du parti communiste chinois sont maintenant répartis dans le monde entier, avec des membres travaillant pour certaines des plus importantes multinationales, des institutions universitaires et nos propres services diplomatiques.

Le gouvernement doit maintenant prendre des mesures pour expulser et retirer de nos consuls tous les membres du parti communiste dans toute la Chine. Ils peuvent être au service du Royaume-Uni ou du Parti communiste chinois. Ils ne peuvent pas faire les deux ».

Le ministère des affaires étrangères a insisté hier soir sur le fait qu'il dispose de « procédures solides pour assurer la sécurité des informations et contrôler le personnel de nos postes à l'étranger ». Il est entendu qu'ils sont conscients qu'ils emploient des membres du parti.

Cependant, une source de renseignements de Whitehall a déclaré que ces révélations soulevaient des questions de sécurité. Dans ce poste, [le fonctionnaire] sera assis à un étage de l'équipe du MI6 et aurait pu identifier les agents de renseignement.

La base de données a d'abord été divulguée sur Telegram, l'application de messagerie instantanée cryptée, et adoptée en septembre par un dissident chinois de l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC), qui comprend plus de 150 législateurs du monde entier qui sont concernés par l'influence et les activités du gouvernement chinois.

Datant de 2016, elle inclut les noms des membres du parti à Shanghai, la plus grande ville de Chine et son centre financier.

La liste est divisée en plus de 79 000 branches, dont beaucoup sont affiliées à des entreprises ou organisations individuelles.

Au total, le Parti communiste chinois compte plus de 92 millions de membres, mais la concurrence pour y adhérer est féroce, moins d'un candidat sur dix étant retenu.

Après avoir authentifié le matériel, avec l'aide d'analystes de la sécurité des données Internet 2.0, l'IPAC a transmis la base de données à quatre organisations de médias du monde entier, dont The Mail on Sunday. L'analyse détaillée de ce journal le révèle :

- Un membre du parti qui a étudié à l'université de St Andrews a travaillé dans différents consulats à Shanghai, dont celui du Royaume-Uni ;
- Des universitaires chinois qui ont prêté serment d'aider le parti ont fréquenté des universités britanniques où ils ont été impliqués dans des domaines de recherche potentiellement sensibles, notamment l'ingénierie aérospatiale et la chimie ;
- En 2016, plus de 600 membres du parti, répartis dans 19 succursales, travaillaient dans les banques britanniques HSBC et Standard Chartered. Tous deux ont été critiqués pour leur réaction à la répression de Pékin à Hong Kong ;
- Les géants pharmaceutiques Pfizer et AstraZeneca – tous deux impliqués dans le développement de vaccins contre les coronavirus – employaient au total 123 fidèles du parti ;
- Les entreprises ayant des intérêts dans l'industrie de la défense, notamment Airbus, Boeing et Rolls-Royce, employaient des centaines de membres du parti.

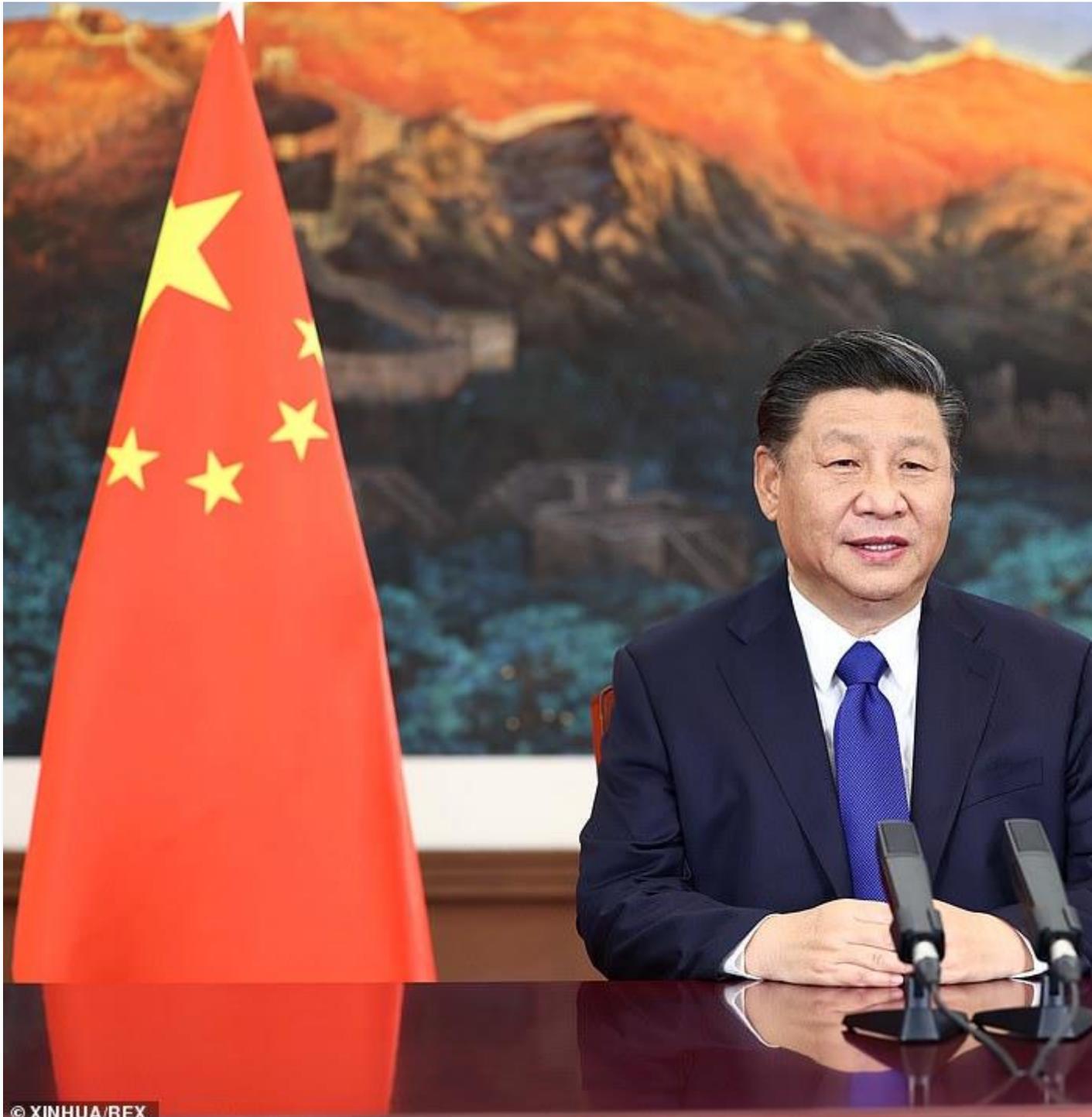


© Barcroft Media via Getty Images

Iain Duncan Smith (ci-dessus), ancien dirigeant du Parti conservateur, a écrit dans le Mail de dimanche dernier : « Cette enquête prouve que les membres du Parti communiste chinois sont maintenant répartis dans le monde entier et qu'ils travaillent pour certaines des plus importantes multinationales, des institutions universitaires et nos propres services diplomatiques ».

Les sources de sécurité pensent que la première fuite de données est venue d'un dissident qui a ciblé un immeuble de bureaux de Shanghai, peu remarquable en apparence, qui abritait les dossiers.

Malgré la quasi-certitude d'être exécuté pour trahison s'il est pris, il y a probablement eu accès via un serveur avant de le télécharger sur un ordinateur portable et de le diffuser sur Telegram où il a été trouvé par l'IPAC.



Au total, le Parti communiste chinois compte plus de 92 millions de membres, mais la concurrence pour y adhérer est féroce, moins d'un candidat sur dix étant retenu. (Ci-dessus, le président chinois Xi Jinping)

Outre les noms des membres, la base de données contient des lieux, des dates de naissance, l'origine ethnique chinoise et, dans certains cas, des adresses et des numéros de téléphone.

Le fonctionnaire consulaire est enregistré dans une branche du parti communiste au sein d'une société appelée The Shanghai Foreign Agency Service Corporation, une agence de placement appartenant à l'État.

Elle emploie près de 2 000 personnes et son site web indique qu'elle « fournit des services complets et de haute qualité à plus de 100 organisations étrangères à

Shanghai, y compris des consulats étrangers, des médias étrangers et des écoles étrangères ».

L'analyse des données montre qu'au moins 249 membres du Parti communiste étaient enregistrés auprès de l'agence en 2016.

Parmi les universitaires inscrits sur la liste des membres, certains vivent et travaillent au Royaume-Uni. Parmi eux, on trouve un chercheur en ingénierie aérospatiale dans une grande université qui travaille également pour une entreprise privée.

L'ingénierie aérospatiale est désignée par le gouvernement britannique comme l'un des sept sujets universitaires les plus sensibles sur le plan militaire.

Les étudiants originaires de pays qui ne font pas partie de l'UE ou du réseau « Five Eyes » de Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande doivent posséder un certificat ATAS (Academic Technology Approval Scheme).

Au cours de la procédure de candidature, il leur est demandé de déclarer tout financement lié à l'État, bien que certains experts en sécurité craignent que le processus de contrôle ne soit pas assez rigoureux. Le chercheur n'a pas répondu à une demande de commentaires hier soir.

Les services de sécurité américains sont de plus en plus préoccupés par la menace de l'espionnage chinois sur les campus.

La semaine dernière, l'administration Trump a modifié ses règles en matière de visas afin que les membres du parti communiste chinois et leurs familles puissent rester ou obtenir des documents de voyage pendant un mois seulement.

La semaine dernière, John Ratcliffe, le directeur de la sécurité nationale des États-Unis, a averti que la Chine représentait « la plus grande menace pour la démocratie et la liberté » depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'elle s'efforçait de dominer « la planète sur les plans économique, militaire et technologique ».

L'Australie a révoqué les visas de deux professeurs chinois en septembre, car elle soupçonnait qu'ils étaient impliqués dans des activités d'espionnage. L'un des hommes figure sur la liste des membres qui a fait l'objet d'une fuite.

La base de données révèle également que les membres du parti travaillent pour de nombreuses entreprises britanniques et internationales en Chine, dont plusieurs sont impliquées dans les industries de la défense ou pharmaceutique.

Rolls-Royce, Boeing, Airbus et l'entreprise française de défense Thales comptent chacun des dizaines de membres du parti ou plus dans leurs livres de comptes, tandis que les géants bancaires britanniques HSBC et Standard Chartered en comptent des centaines. Jaguar Land Rover est une autre entreprise dont le personnel est membre du parti.

Cosco, une grande compagnie maritime chinoise, a même deux succursales au Royaume-Uni pour ses sept membres. Trois sont basées dans le port de Felixstowe, dans le Suffolk, qui reçoit près de la moitié du commerce de conteneurs de la Grande-Bretagne.

Au total, la liste pour 2016 révèle que 2 909 membres travaillent pour Cosco dans 118 succursales à travers le monde.

Aucune des entreprises ci-dessus n'a déclaré avoir interdit aux membres du parti communiste chinois d'être employés.

Il n'y a aucune preuve qu'une des entreprises mentionnées ci-dessus ait été ciblée ou victime d'espionnage et chacune d'entre elles insiste sur le fait qu'elle a mis en place des mesures pour protéger les données, le personnel et les clients.

Réagissant à ces conclusions, Matthew Henderson, ancien diplomate du ministère des affaires étrangères et expert de la Chine, a déclaré : « C'est une preuve supplémentaire de la manière dont la Chine s'est infiltrée dans l'establishment britannique. Nous dansons avec des loups enragés, déterminés à creuser un fossé entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, à renverser la démocratie et à devancer l'Occident ».

Sam Armstrong, du groupe de réflexion sur la politique étrangère de la Henry Jackson Society, a déclaré : « C'est une illustration profondément troublante de l'expansion de la Chine dans le monde, que nous ne pouvons pas ignorer et que nous devons affronter de front ».



La semaine dernière, John Ratcliffe (ci-dessus), le directeur américain de la sécurité nationale, a averti que la Chine représentait « la plus grande menace pour la démocratie et la liberté » depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'elle s'efforçait de dominer « la planète sur les plans économique, militaire et technologique ».

Et un ancien analyste du renseignement de la CIA et de la Maison Blanche, spécialisé dans les affaires de l'Asie de l'Est, a déclaré : « C'est ce qu'est le Parti communiste chinois et vous ne pouvez pas lui faire confiance. Ils sont toujours à la recherche

d'opportunités pour tirer parti de leurs relations, de leurs amitiés, etc. pour servir les intérêts du parti communiste ».

Cependant, Robbie Barnett, membre de l'Institut Lau China du King's College de Londres et de la School of Oriental and African Studies de Londres, a déclaré : « Il est peu probable que de nombreux membres en Chine croient réellement au communisme ou s'en préoccupent, il s'agit donc essentiellement d'un projet de construction nationale, et non d'un projet idéologique.

Ce n'est qu'une des nombreuses raisons pour lesquelles une approche maccarthyste et fourre-tout n'a pas de sens, même si elle constitue une violation flagrante des droits de l'homme.

Hier soir, une porte-parole de l'ambassade de Chine a déclaré : « Nous demandons instamment aux médias d'abandonner les préjugés idéologiques et la mentalité de guerre froide et de considérer la Chine, le Parti communiste chinois et le développement de la Chine de manière rationnelle et impartiale ».



Files expose mass infiltration of UK firms by Chinese Communist Party

While there is no evidence that anyone on the party membership list has spied for China, and many sign up to boost their career prospects, experts say it defies credulity some are not involved in espionage.

Ron, ex admin de 8kun, tweete a propos de ces informations :

« La fuite semble être une préparation pour l'Ordre Executif de 2018. »

Dans la même rubrique